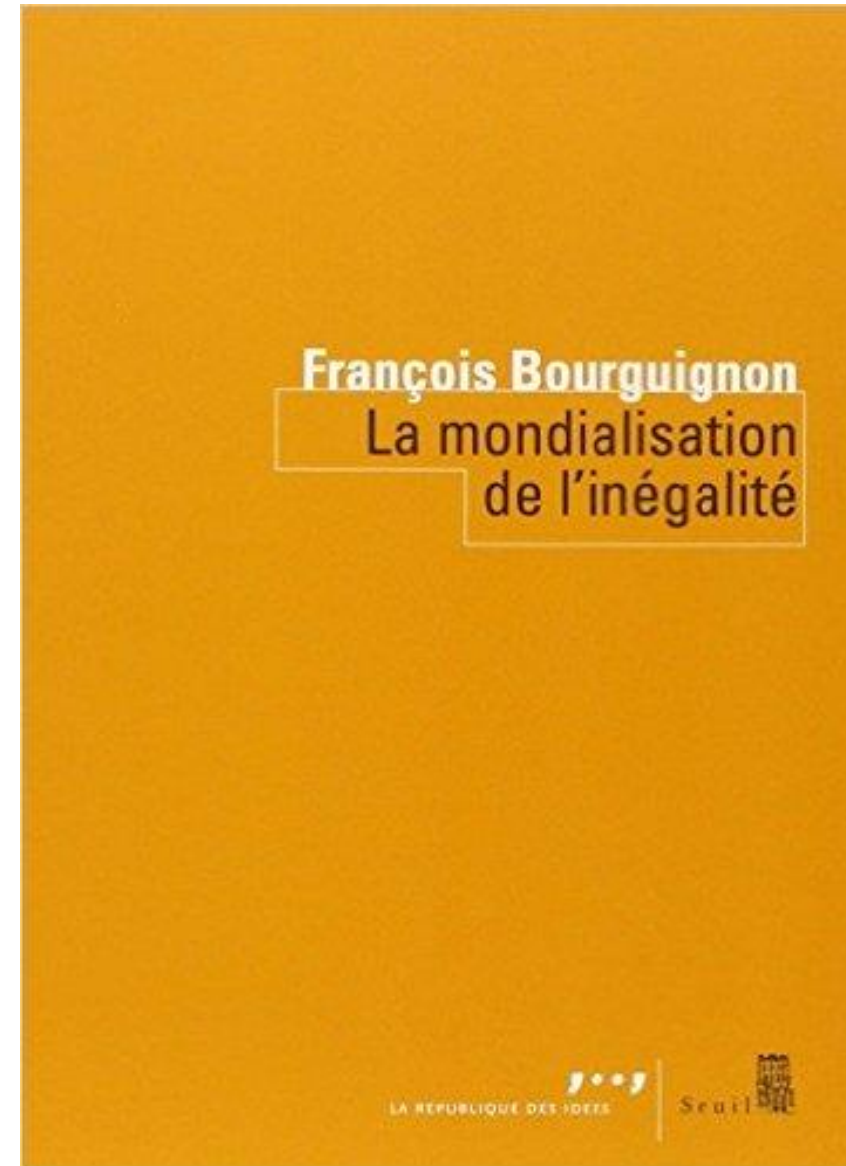


Chapitre 3 Les dynamiques des inégalités dans le monde

Problématique : comment les dynamiques des inégalités se contredisent-elles à des échelles territoriales différentes ?

I) Des dynamiques mondiales paradoxales

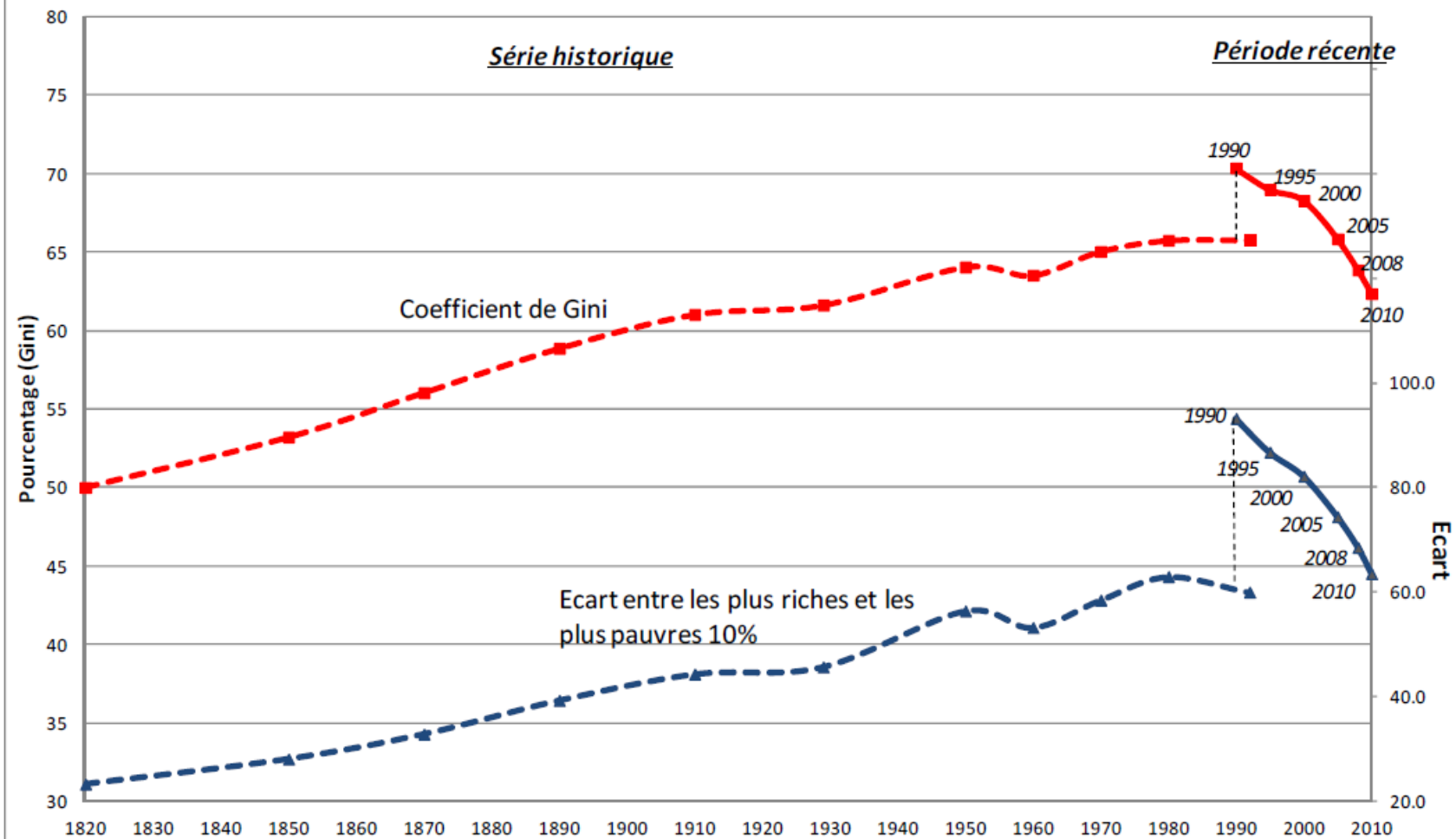
A) Une baisse des inégalités à l'échelle du monde



a. Le renversement de tendance dans l'inégalité mondiale

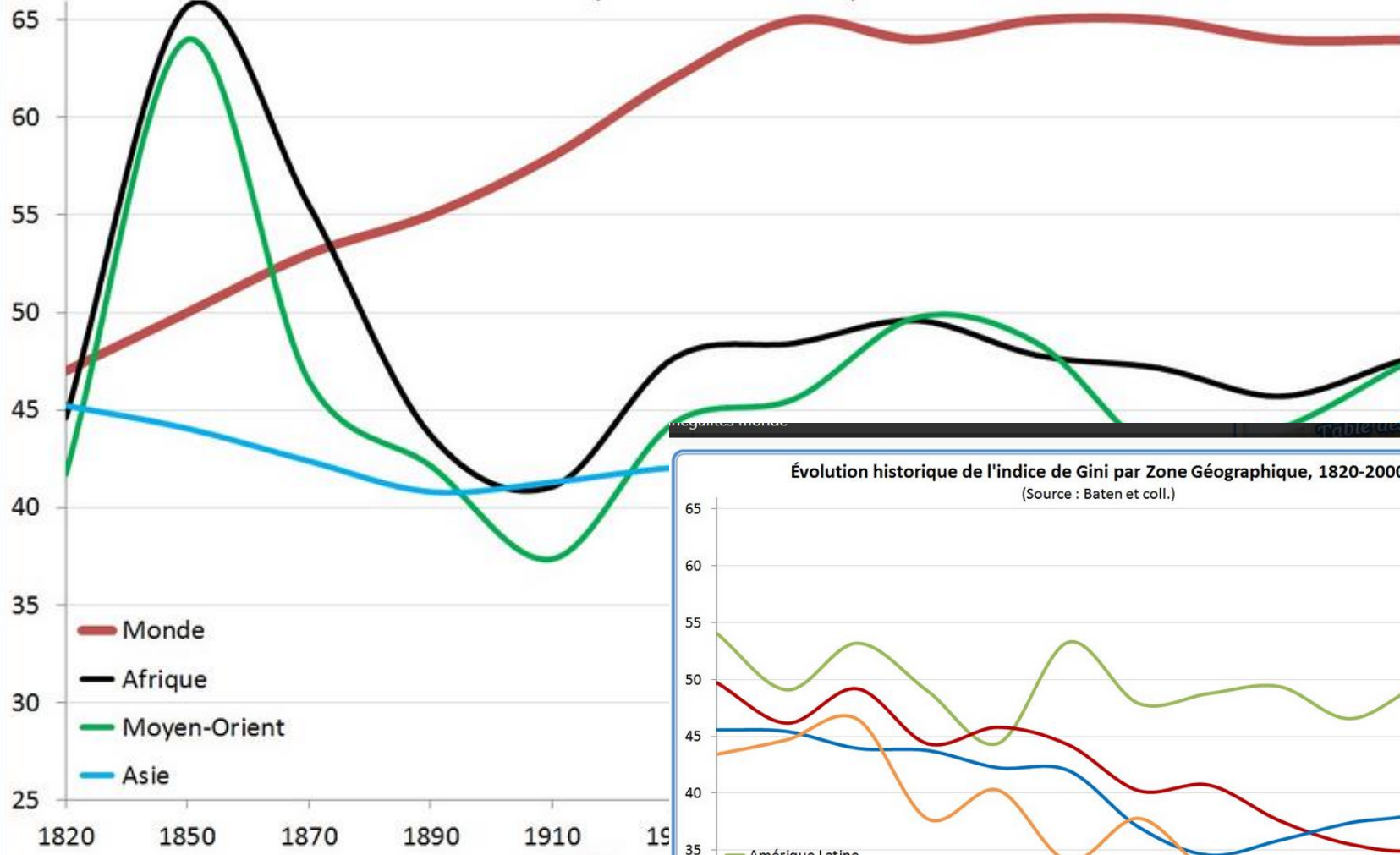
Source: Bourguignon, 2011

Figure 1. L'inégalité mondiale : 1820-2010



Évolution historique de l'indice de Gini par Zone Géographique, 1820-2000

(Source : Baten et coll.)

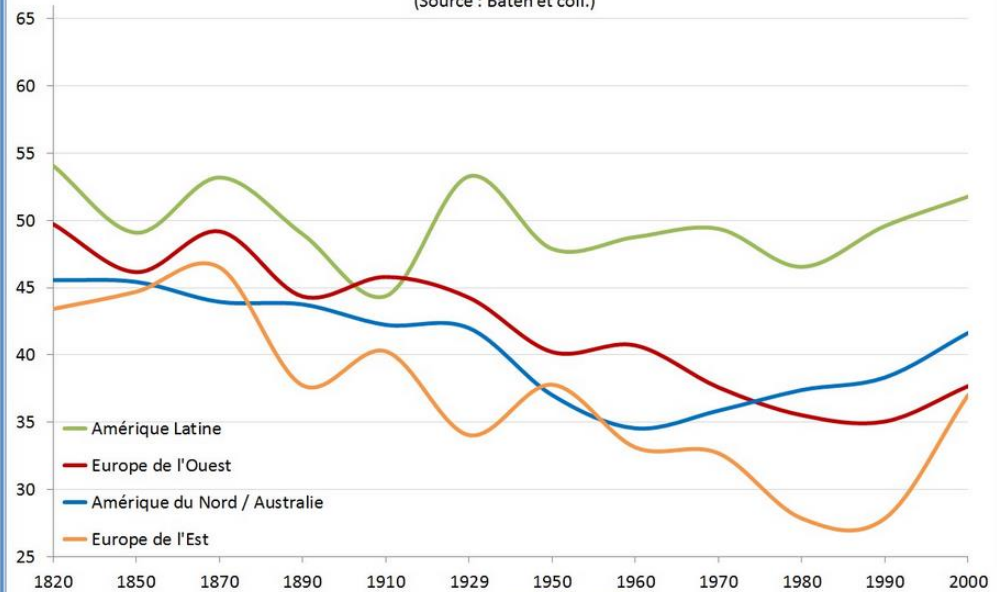


- Monde
- Afrique
- Moyen-Orient
- Asie

© Olivier Berruyer

Évolution historique de l'indice de Gini par Zone Géographique, 1820-2000

(Source : Baten et coll.)



- Amérique Latine
- Europe de l'Ouest
- Amérique du Nord / Australie
- Europe de l'Est

© Olivier Berruyer, www.les-crises.fr

B) Une géographie paradoxale des inégalités mondiales malgré ces améliorations = un essor inégal et polarisé des espaces de croissance économique

1) entre des espaces en stagnation /

2) et des espaces en croissance et / ou fort dével

Am du nord, Europe, Asie de l'est = Nord + émergés + émergents / avec une nouvelle hiérarchisation du monde =

Nord moins puissants / connaissent un net recul de leur position éco

cl = convergence mondiale / convergence des pib mondiaux / grande fragmentation des territoires en fonction des inégalités

C) A l'échelle des Etats : Une augmentation différenciée des inégalités internes

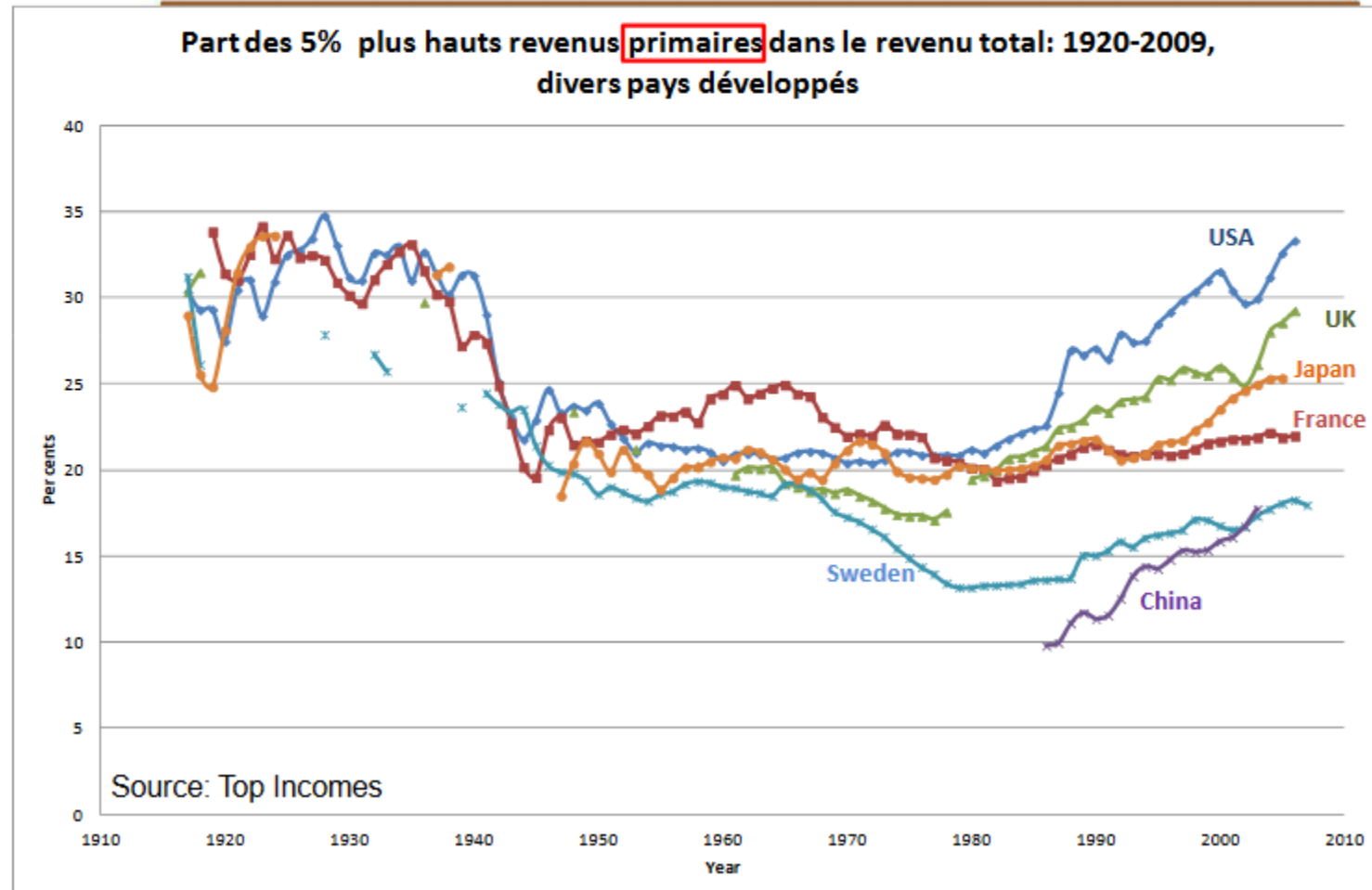
1) A l'échelle de s Etats une augmentation des inégalités internes

Par une aug des revenus des plus riches

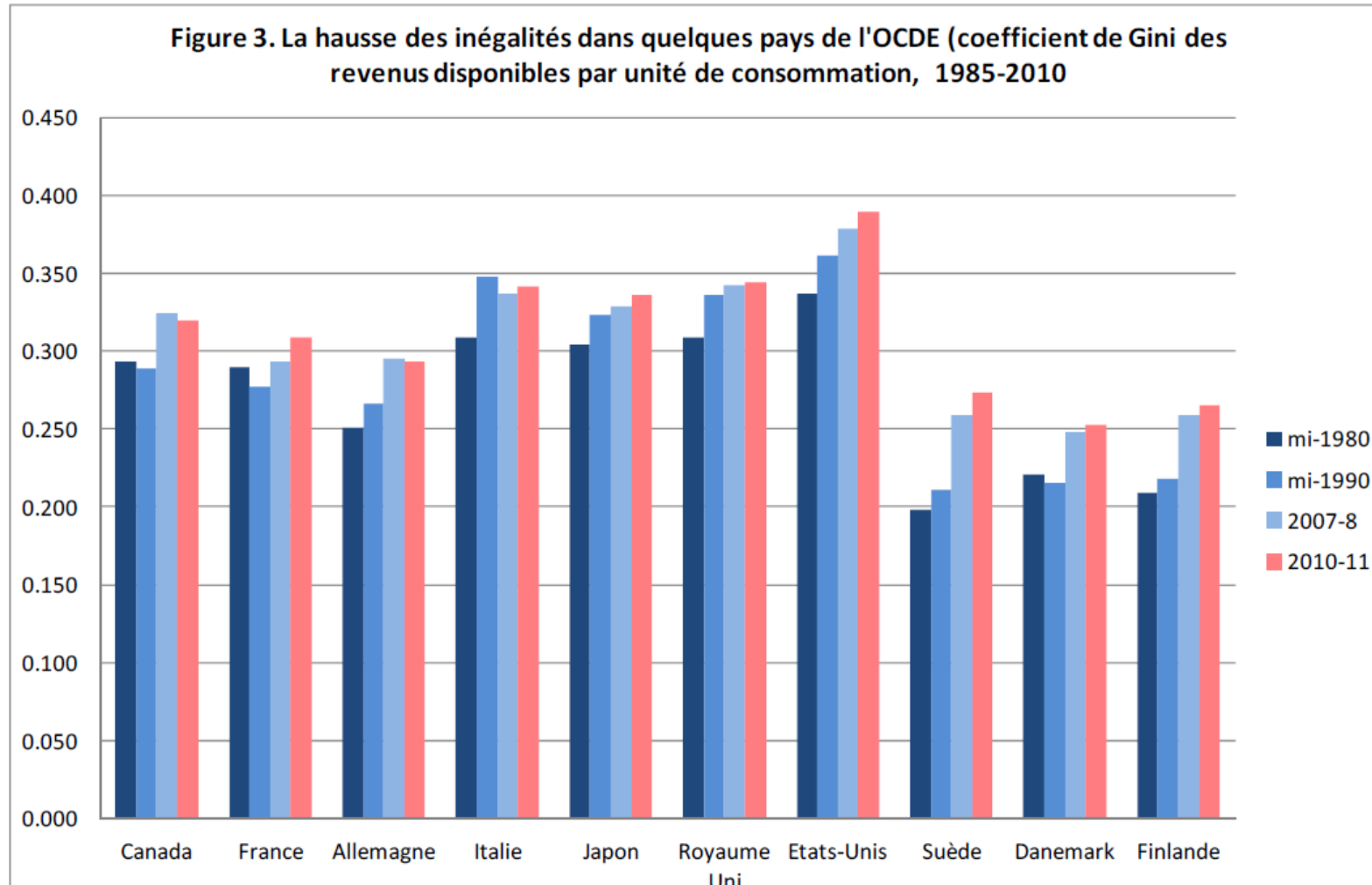
Courbe en U (thèse de Th. Piketty) = 5 % les plus riches = 30 %
des revenus,



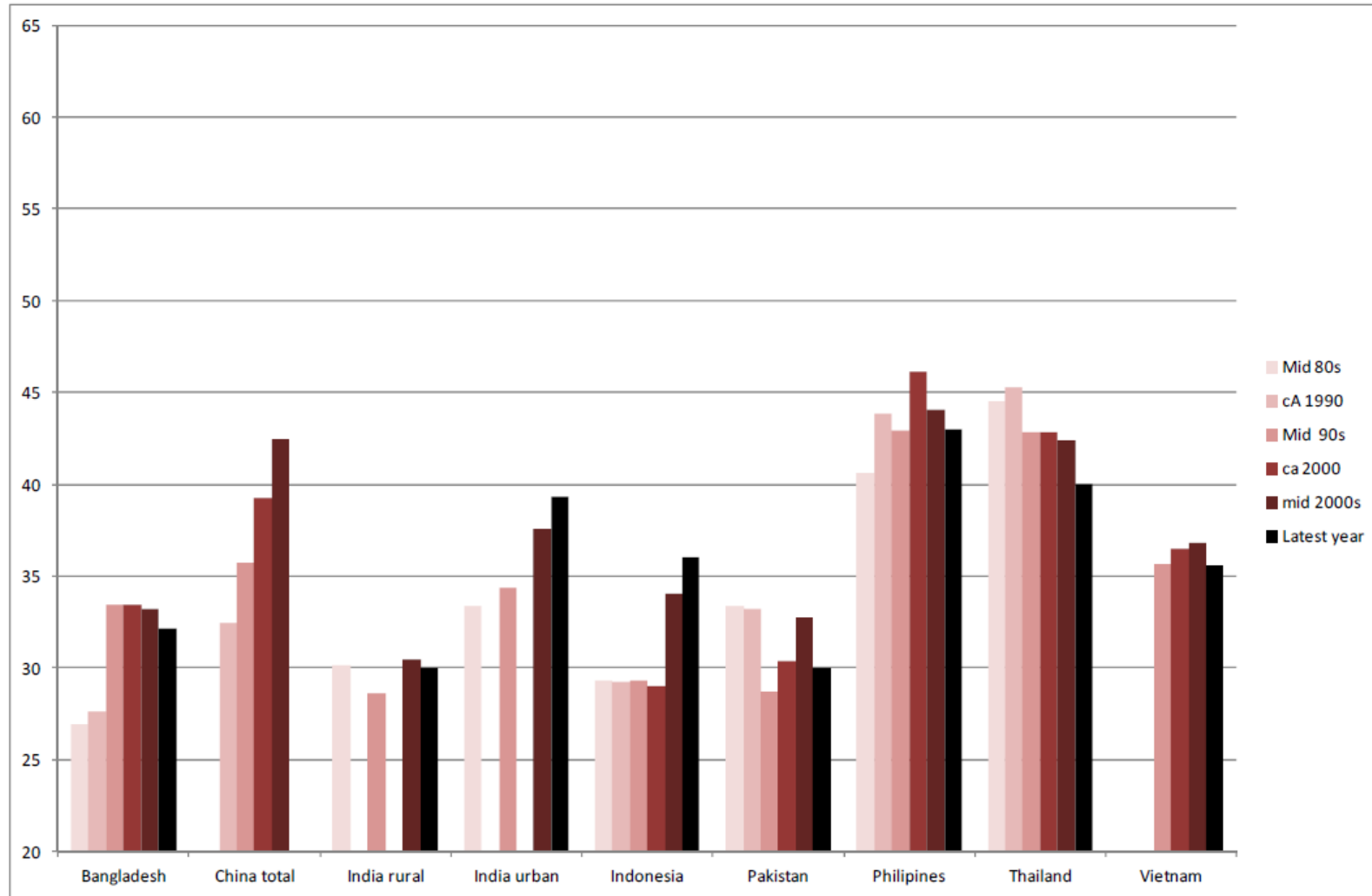
B. Les distributions nationales deviennent plus inégales



b.i) Evolution de l'inégalité des niveaux de vie individuels dans quelques pays de l'Ocde



Coefficient de Gini pour quelques pays asiatiques



Quelques idées pour structurer un dével sur les inégalités environnementales

Ces inégalités résultent des spécificités physiques des territoires = de leur histoire éco et urbaine / ex ?

inégalités très difficiles à inverser = ex ?

parfois elles ne sont pas perçues et connues – ex ?

Elles peuvent affecter toutes les catégories sociales

mais la plupart du temps accès aux aménités en fonction de la distinction sociale / ex ?

Politiques / solutions

Pollution de zonage + de connaissance du risque =

Interdiction d'usages

Politique de dépollution

Politique de compensation financière

Recours à la justice environnementale = émergence d'un nouveau droit =

Sur le plan des politiques de protection / difficultés à articuler justice sociale et environnement

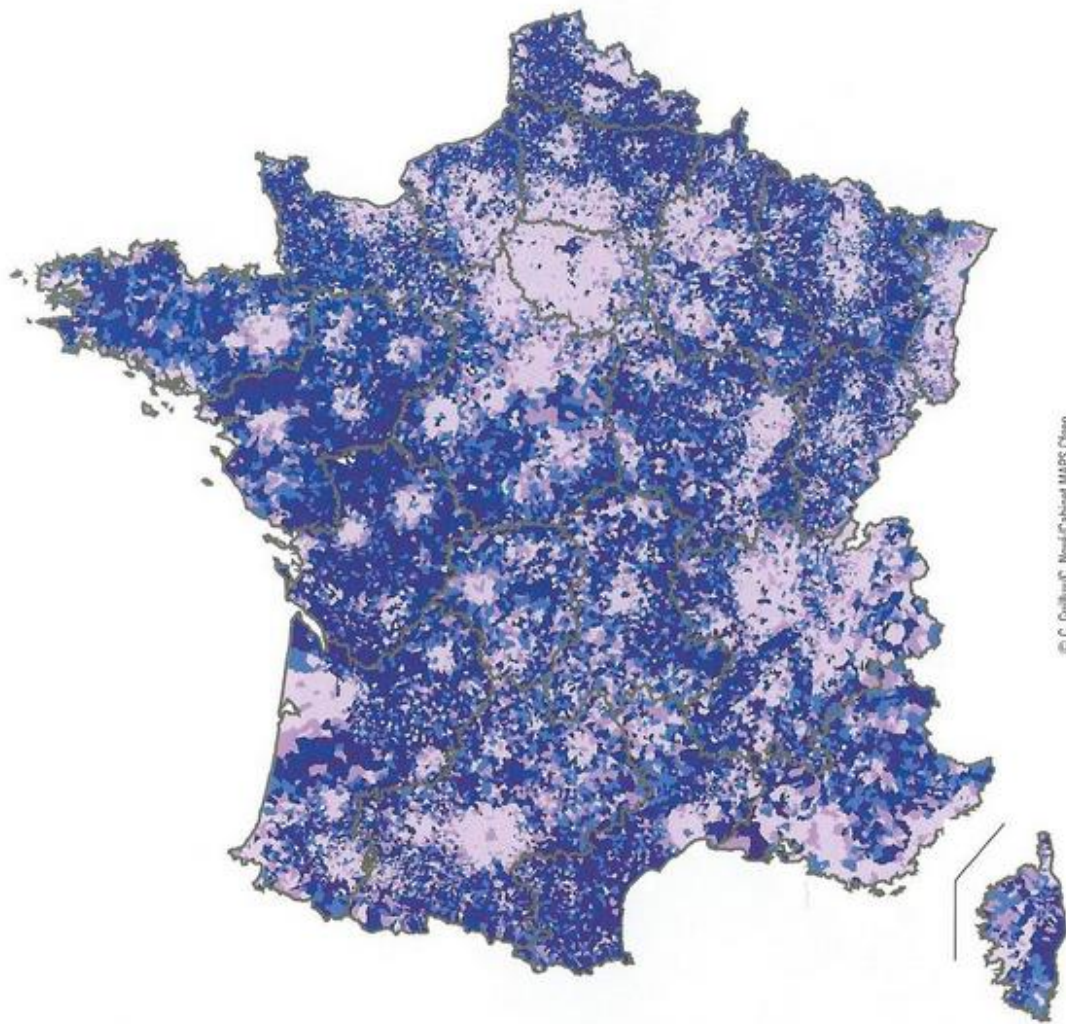
Protéger les territoires = réguler voire interdire des usages en créant des zonages de protection sont-ils un outil de justice sociale ? cela dépend

- outil de reconnaissance culturelle, et protection des minorités et de leur mode de vie, paysages
- non outil d'éviction des populations locale par aug des aménités et de la valeur de lieux = gentrification rurale

2) Des inégalités régionales accentuées =

ex en Chine entre littoral et intérieur

Ex en France entre France des métropoles et France dite périphérique / même si pauvreté dans les centres villes et banlieues métropolisées



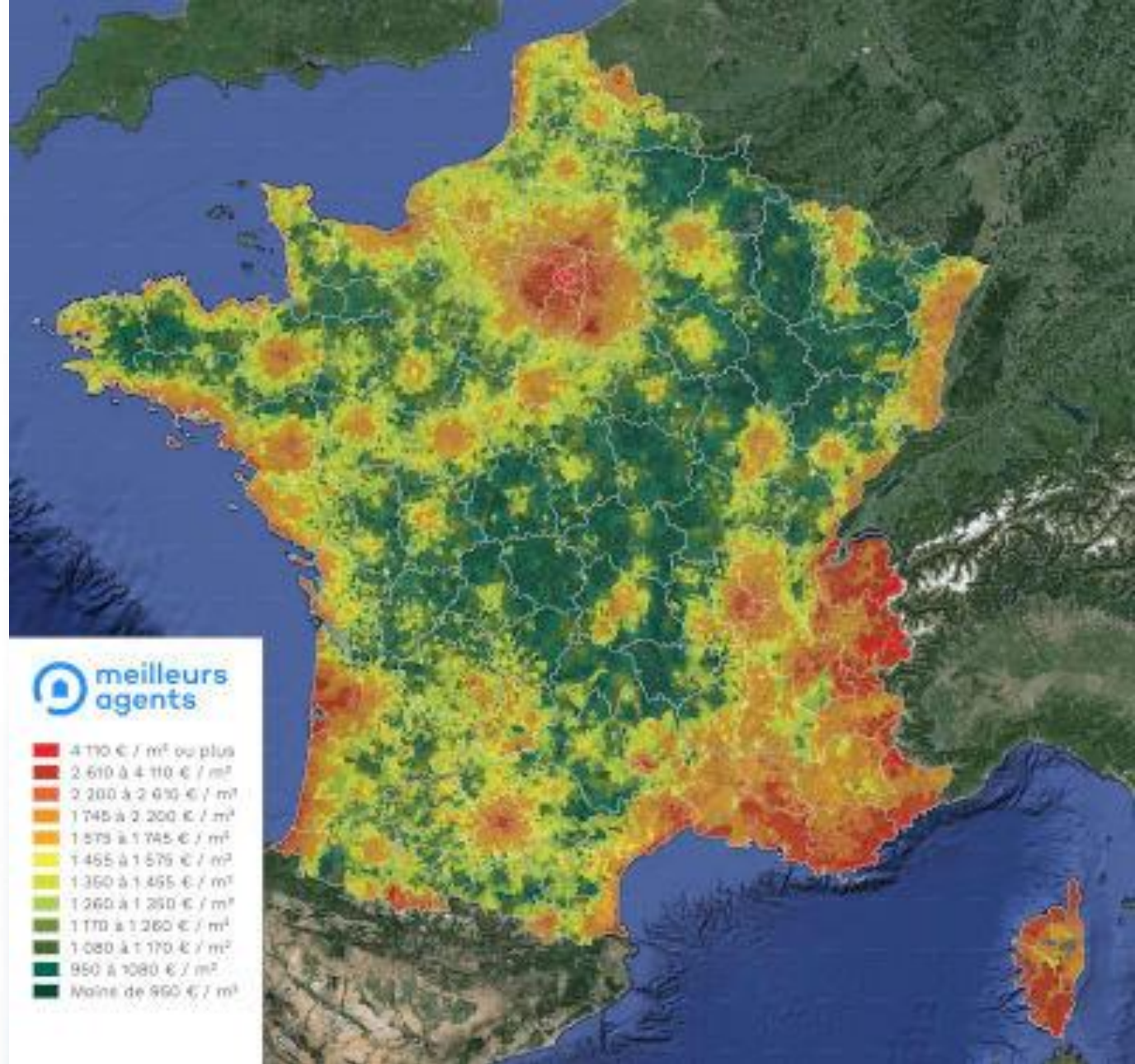
© C. Gailluy/C. Noyé/Cabinet MAPS Digeo

Indice de fragilité

- 6 à 8
- 5 à 6
- 4 à 5
- 3 à 4
- 0 à 3

La France des fragilités sociales

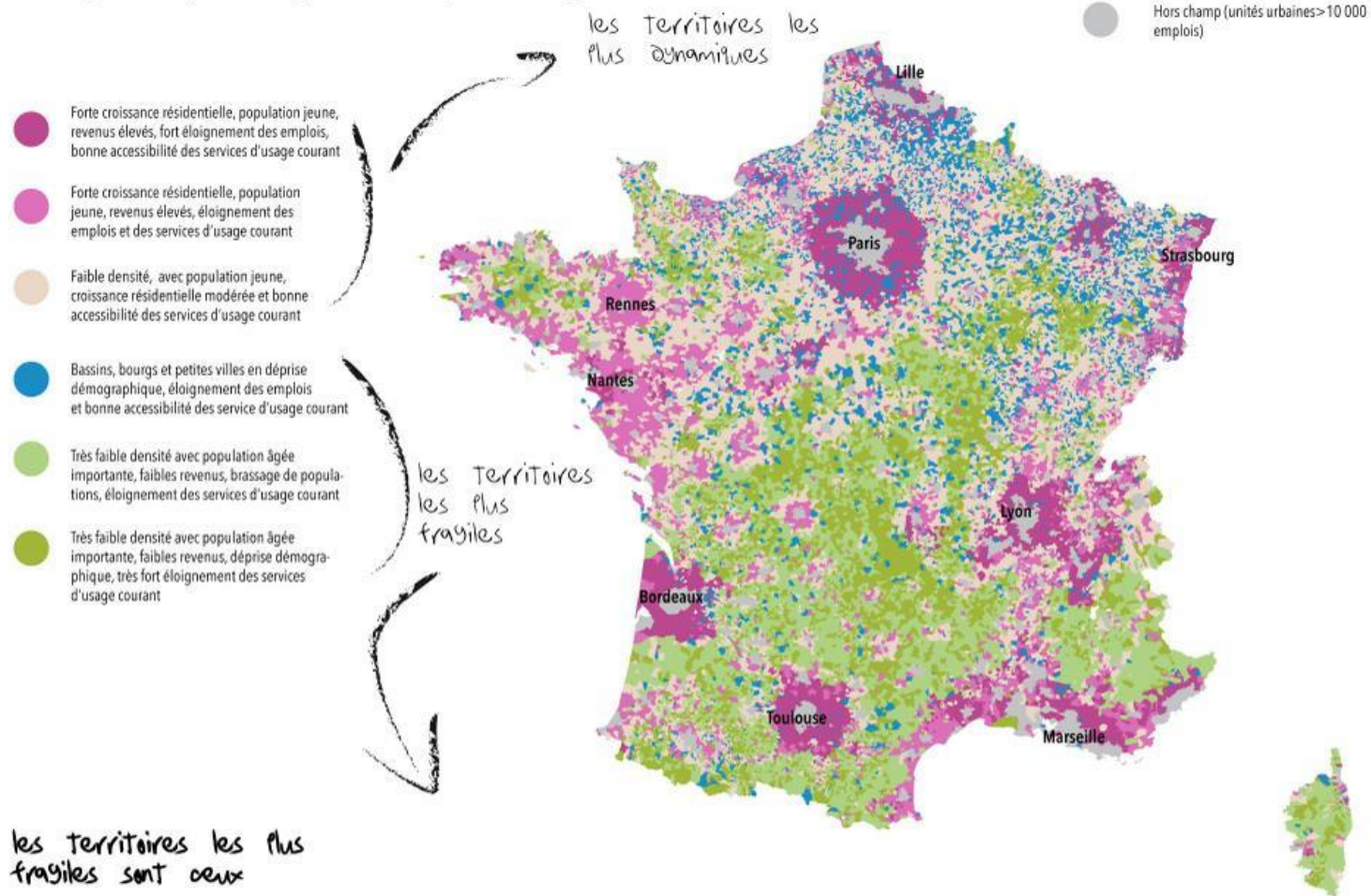
La carte des fragilités sociales, qui est aussi celle des fragilités économiques, fait apparaître en creux le dynamisme économique des métropoles. Cette nouvelle géographie sociale dessine les lignes de la nouvelle carte électorale et suggère le débat idéologique à venir. Pour un commentaire détaillé, voir le chapitre 2.



meilleurs agents

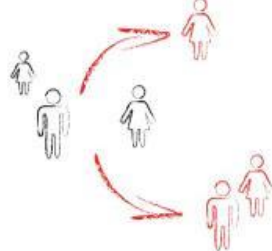
- 4 110 € / m² ou plus
- 2 610 à 4 110 € / m²
- 2 200 à 2 610 € / m²
- 1 745 à 2 200 € / m²
- 1 575 à 1 745 € / m²
- 1 455 à 1 575 € / m²
- 1 350 à 1 455 € / m²
- 1 260 à 1 350 € / m²
- 1 170 à 1 260 € / m²
- 1 080 à 1 170 € / m²
- 950 à 1 080 € / m²
- Moins de 950 € / m²

La diversité de la France périphérique : des plus dynamiques aux plus fragiles

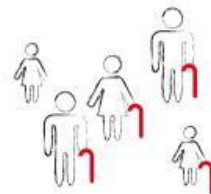


les territoires les plus fragiles sont ceux

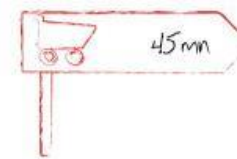
en déprise démographique



avec une population plutôt âgée



éloignés des commerces et services d'usage courant



avec une population aux revenus faibles



**Une baisse des inégalités à
l'échelle du monde**

Cela va –t-il continuer ?

II) Des causalités systémiques

A) Le rôle de la mondialisation / effort de déf à faire sur cette notion

1) à l'échelle du monde = en quoi la mondialisation bouleverse-t-elle la dynamique des inégalités ?

Comment ? pl processus à l'œuvre =

Effet de la concurrence Nord-Sud sur rémunération du travail (qualification basse et moyenne) dans les pays du Nord

- aug dans la partie hausse des salaires et des rémunérations

La France, championne des délocalisations selon France Stratégie

Par [latribune.fr avec AFP](#) | 20/11/2020, 7:45 | 532 mots

🕒 Lecture 3 min.



Depuis 1980, l'industrie française a perdu la moitié de ses effectifs et ne représente plus aujourd'hui que 10,3% du total des emplois. La part de l'industrie dans le PIB s'établissait à 13,4% en 2018, contre 25,5% en Allemagne, 19,7% en Italie ou 16,1% en Espagne. *"La France connaît une désindustrialisation très marquée. Il n'y a que le Royaume-Uni qui ait connu un tel phénomène. La France est devenue remarquablement désindustrialisée. Les décennies 90 et 2000 ont été marquées par un accroissement des échanges et un libéralisme triomphant. La politique industrielle était un peu tabou. Depuis,*

Ainsi, l'emploi des filiales industrielles à l'étranger des groupes français représente 62% de l'emploi industriel en France, contre 52% au Royaume-Uni, 38% en Allemagne, 26% en Italie et 10% en Espagne.

> Le dossier de la rédaction

SUIVRE LA TRIBUNE

[← VILLENEUVE - SECLIN](#)- Réservé aux [Abonnés](#)

Templemars : Castorama délocalise une partie de sa gestion comptable en Pologne

Après un comité central d'entreprise, mercredi, les salariés du siège de Castorama France, à Templemars, ont appris qu'une partie des services financiers allaient être gérés depuis la Pologne. Forcément, ils craignent des suppressions de postes.

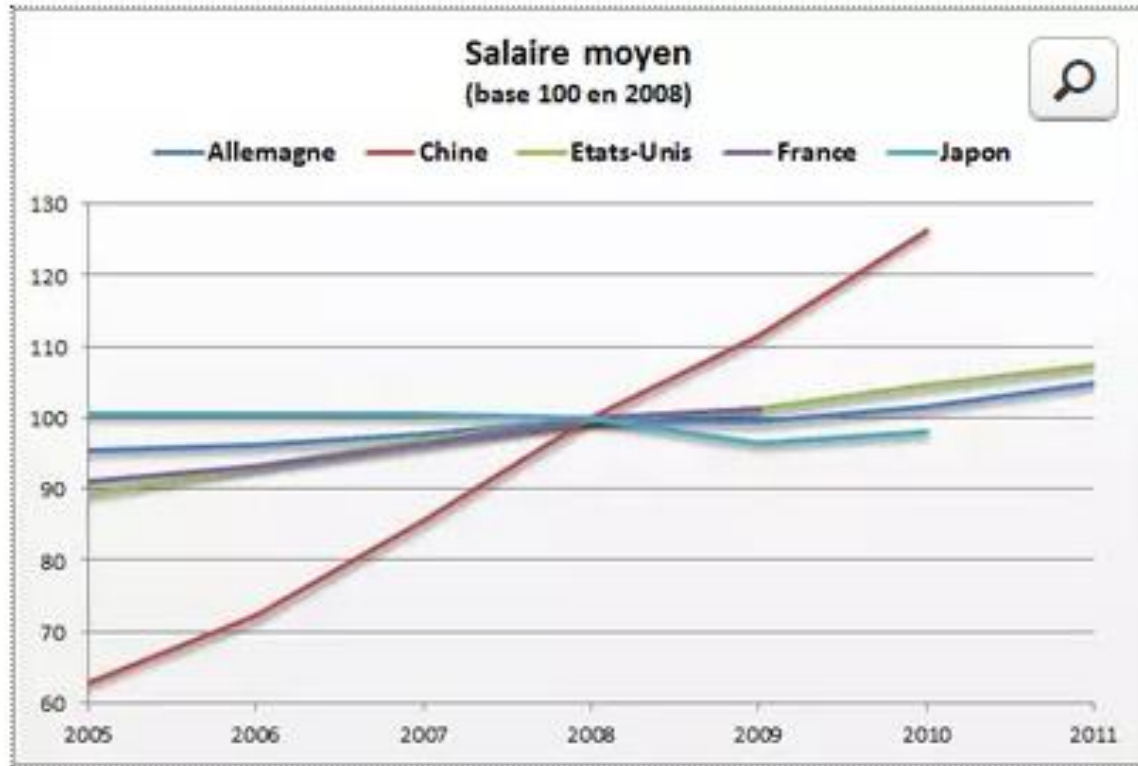
A.-G.D. | Publié le 10/11/2017

f 2k partages

f Partager

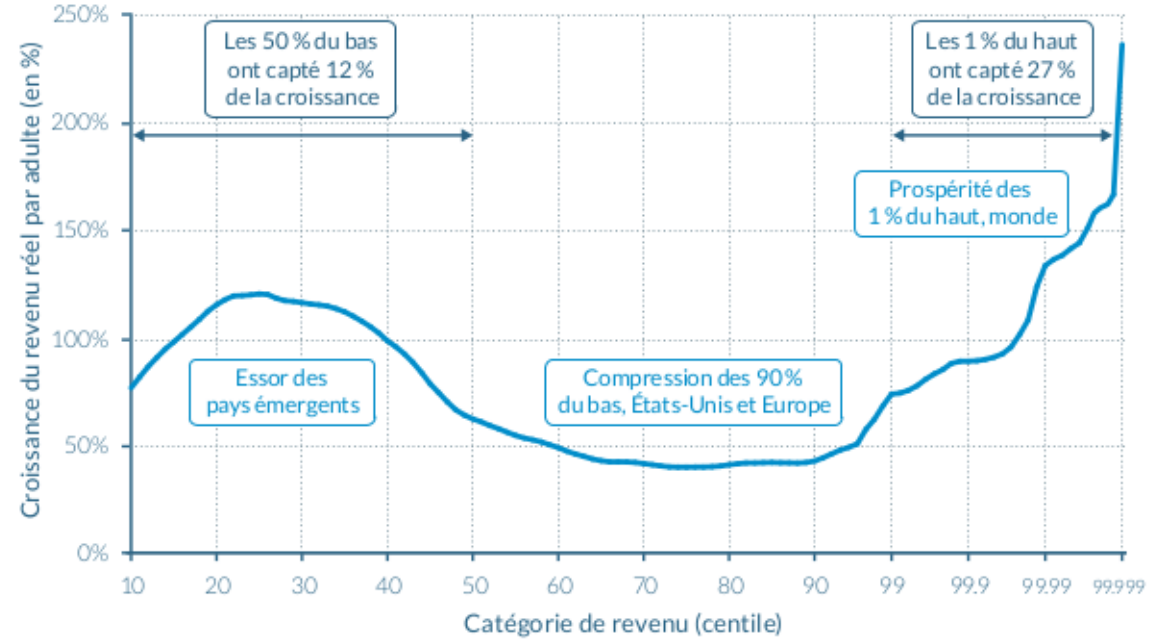
t Twitter





Salaire moyen, en monnaie locale, base 100 en 2008, selon la Banque mondiale. © JDN

Inégalités mondiales et croissance: la courbe de l'éléphant, 1980-2016



Source : WID.world (2017). Voir www.wid.world pour les séries et les notes.

Sur l'axe des abscisses, la population mondiale est divisée en cent groupes de taille égale et classés de gauche à droite par ordre croissant de revenus. Le centile supérieur a été divisé en dix groupes, le plus riche d'entre eux a à son tour été divisé en dix groupes, et de nouveau pour le fractionnaire supérieur. L'axe des ordonnées indique la croissance totale du revenu d'un individu appartenant à chaque groupe entre 1980 et 2016. Pour le millième 99-99,1 (les 10% les plus pauvres parmi les 1% les plus riches de la planète), la croissance a été de 74%. Collectivement, les 1% des plus hauts revenus dans le monde ont capté 27% de la croissance totale. Les estimations de revenus tiennent compte des différences de coût de la vie entre les pays. Les valeurs sont nettes d'inflation.

CI = la mondialisation est un rééquilibrage de l'éco Mondiale

2) A l'échelle des territoires

**la transformation des espaces par la mondialisation =
territoires gagnants /**

Ex de la métropolisation = chapitre sur les villes

Les espaces de clubs sélectifs , les espaces pour les riches (« clubbisation »)

= edge communities, centres villes patrimonialisés,

quartiers d'affaires

technopoles

territoires périurbains intégrés et sélectifs

Espaces du tourisme et du luxe = littoraux gentrifiés, stations de ski

territoires perdants

Territoires de l'extrême pauvreté / PMA

Territoires ruraux ou industriel en déprise = perte de la diversité sociale / monoactivité

Shrinking cities

Vision binaire à relativiser = cf bidonville = quartier de grande pauvreté + quartier productif mondialisé lieu d'opportunité cf Dharavi Bombay / ou encore Bronx = territoire « coulisse »

B)Le rôle des pol de développement et des choix politiques

1)Développement et gouvernance

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Au-delà, la question du financement du développement est aussi décisive =

Avec quels financements ? 2 ou 3 milliers de milliards

l'épargne privée mondiale

l'aide au dével = 135 milliards de dollars

financement public national = gisement fiscal dans les PED /
prélèvement fiscaux seulement de 15 % en Af (+ de 40 % dans
les PD)

financement public international = taxe billet d'avion, création de
fonds dédiés,

financement privé international = les transferts de migrants 440
milliards par an

Fonds vert pour le climat



Cet article est une ébauche concernant l'Organisation des Nations unies.

Vous pouvez partager vos connaissances en l’améliorant ([comment ?](#)) selon les recommandations des [projets correspondants](#).

Le **Fonds vert pour le climat** est un mécanisme financier de l'[Organisation des Nations unies](#), rattaché à la [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques](#) (CCNUCC). Il vise à transférer des fonds des pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables pour mettre en place des projets combattant les effets des [changements climatiques](#) ou d'[adaptation au changement climatique](#).

Sommaire [\[masquer\]](#)

- Histoire
 - Première phase (2011-2019)
 - Deuxième phase (2020-2023)
- Gouvernance
- Financement
- Entités accréditées
- Notes et références
- Voir aussi
 - Articles connexes
 - Liens externes
 - Bibliographie

Histoire [\[modifier \]](#) [modifier le code](#)]

En 2009, les États réunis en décembre à [Copenhague](#) décident de créer un « Fonds climatique vert de Copenhague » destiné à soutenir différents projets, notamment avec pour objectif de diminuer les émissions de [gaz à effet de serre](#), de lutter contre la [déforestation](#) et de prendre des mesures d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique. Les bénéficiaires en seront prioritairement les [pays en développement](#) les plus vulnérables. Pour répondre à la forte demande de financements, les pays développés adhèrent à l'objectif de mobiliser ensemble 100 milliards de dollars par an entre la signature de l'accord et 2020. Ils ont en outre arrêté la somme de 30 milliards de dollars pour la période 2012-2020 comme

Taxe de solidarité sur les billets d'avion

La **taxe de solidarité sur les billets d'avion**, aussi appelée **taxe Chirac** est une taxe internationale prélevée sur le prix des billets pour financer l'organisme international [Unitaid](#).

Cet impôt a été proposé au départ par les présidents français [Jacques Chirac](#) et brésilien [Luiz Inácio Lula da Silva](#) et adopté par cinq pays lors de la [conférence ministérielle de Paris sur les financements innovants du développement](#) le 14 septembre 2005. Les 5 pays fondateurs étaient la [France](#), le [Royaume-Uni](#), la [Norvège](#), le [Brésil](#) et le [Chili](#).

Initialement 30 pays s'étaient engagés à mettre en place cette taxe mais en 2013, seuls neuf pays appliquent cette taxe sur les billets d'avion : le [Cameroun](#), le [Chili](#), la [République du Congo](#), la [France](#), [Madagascar](#), le [Mali](#), [Maurice](#), le [Niger](#) et la [République de Corée](#). La [Norvège](#) contribue également en allouant une partie de sa taxe sur les émissions de CO₂¹.

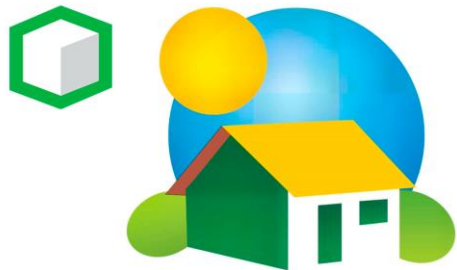
Sommaire [\[masquer\]](#)

- 1 [Montant et assiette](#)
- 2 [Origine](#)
- 3 [Critiques](#)
- 4 [Notes et références](#)
 - 4.1 [Textes officiels](#)
 - 4.2 [Références](#)
- 5 [Voir aussi](#)
 - 5.1 [Articles connexes](#)

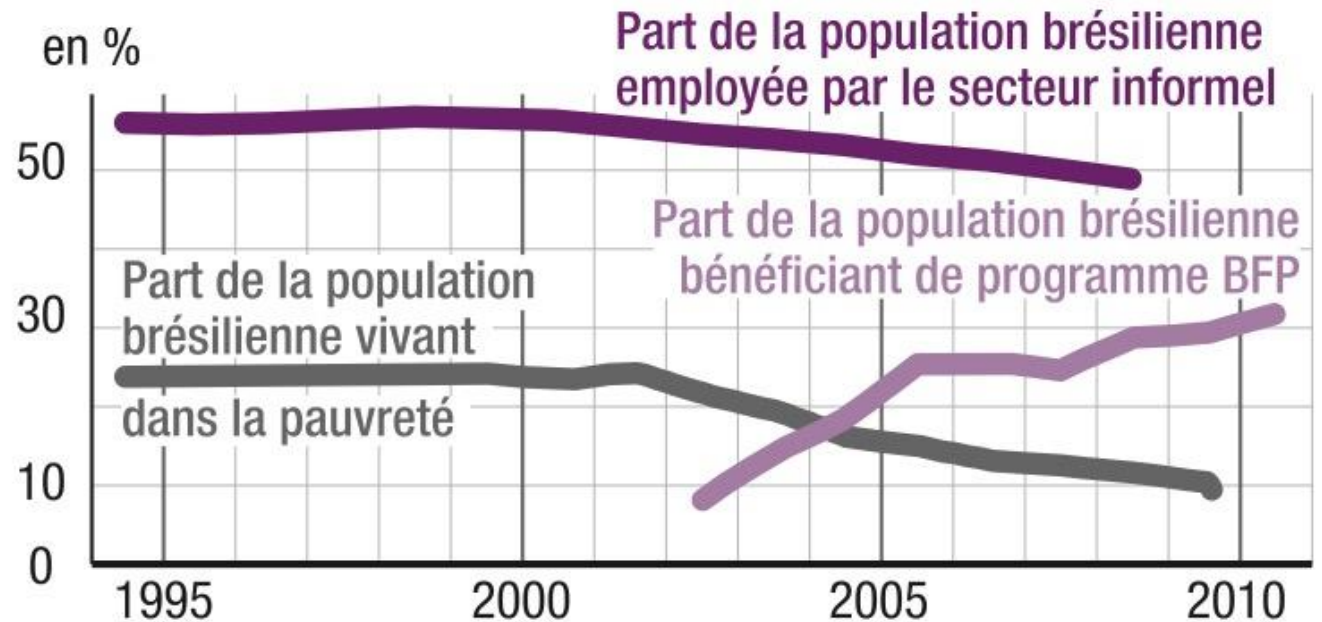


2) Des pol de dével parfois efficaces contre les inégalités

Pol qui visent soit l'inégalité des territoires / inégalités au sein des population

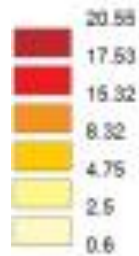


**Minha Casa
Minha Vida**



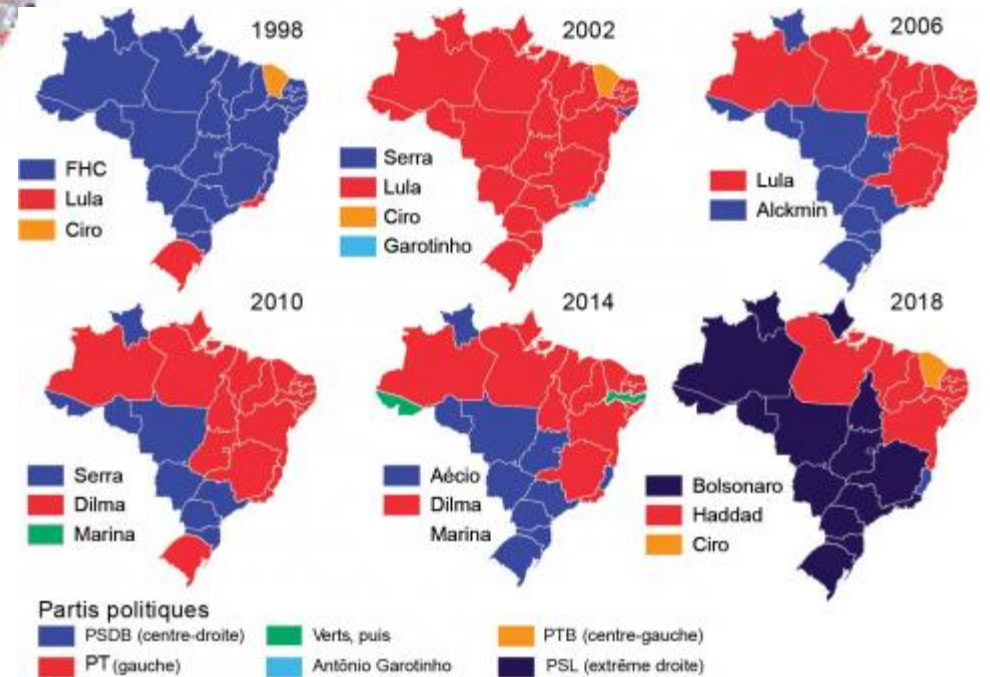
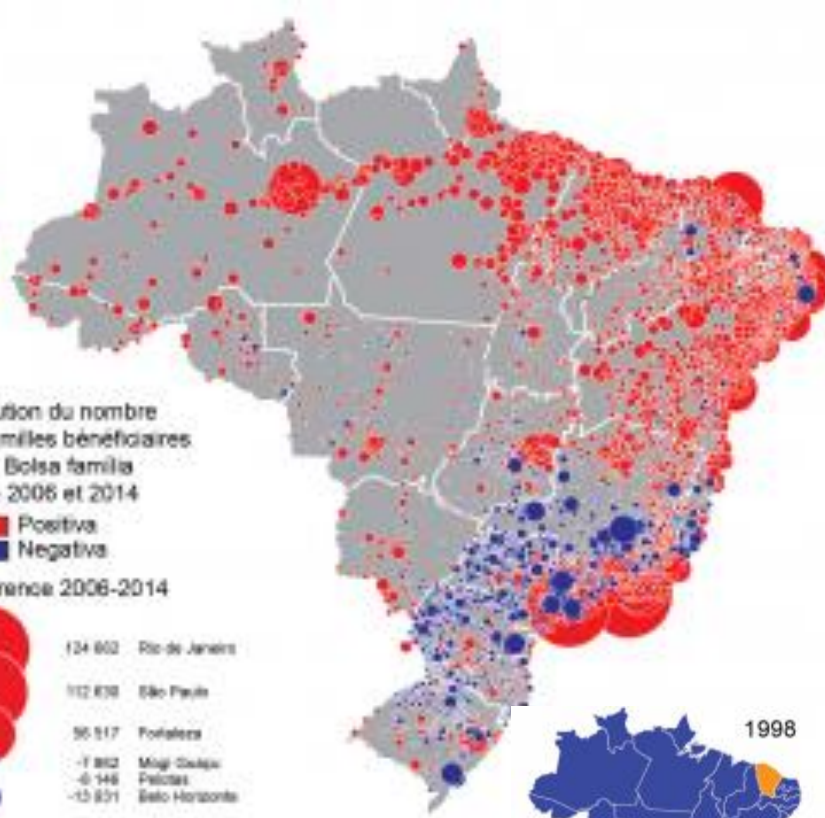
Source : MDS; IPEA. Seuil de pauvreté retenu par les objectifs du Millénaire pour le développement

% de familles bénéficiaires de la Bolsa família dans la commune en 2014



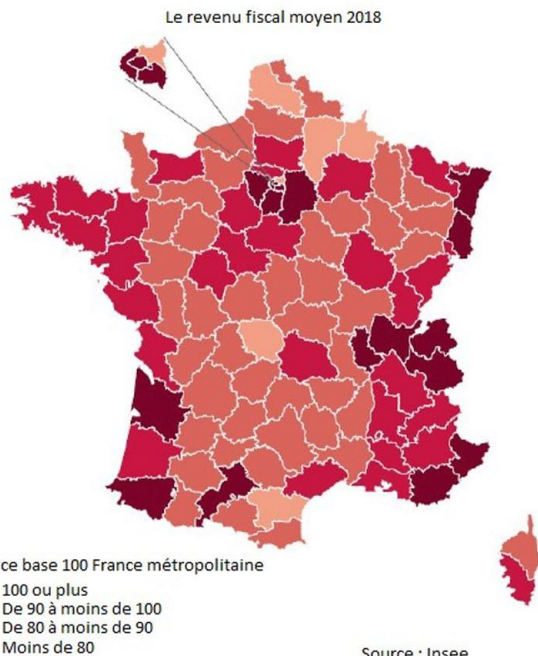
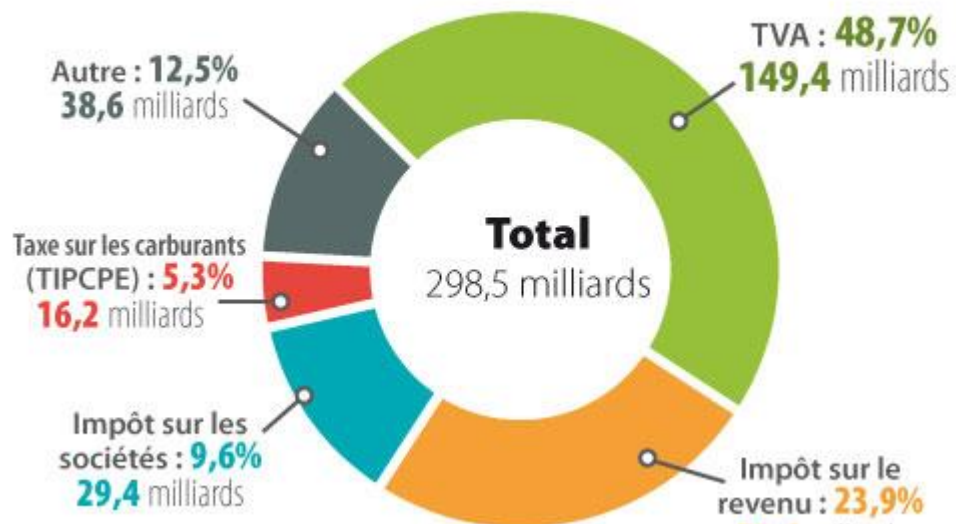
Source: Censu Econômico Federal

Evolution du nombre de familles bénéficiaires de la Bolsa família entre 2006 et 2014



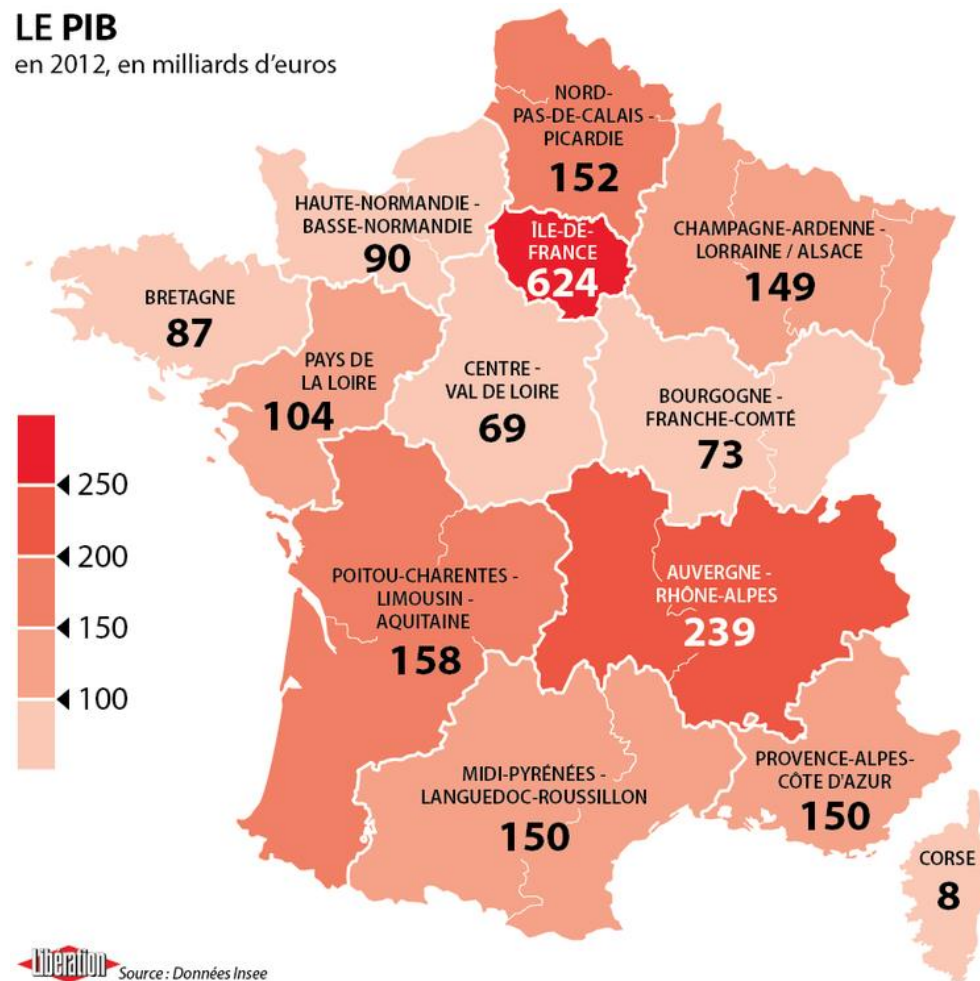
Recettes de l'État (2017)

Source : projet de loi de Finances 2017



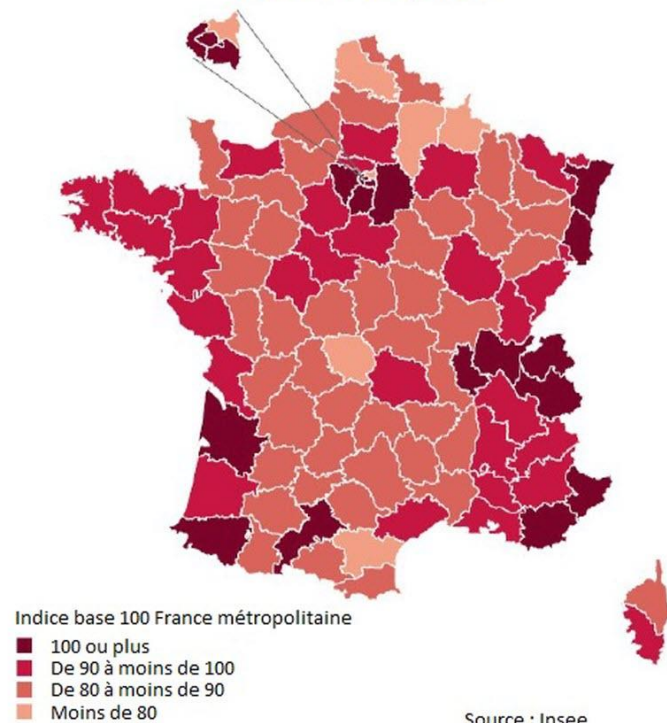
LE PIB

en 2012, en milliards d'euros

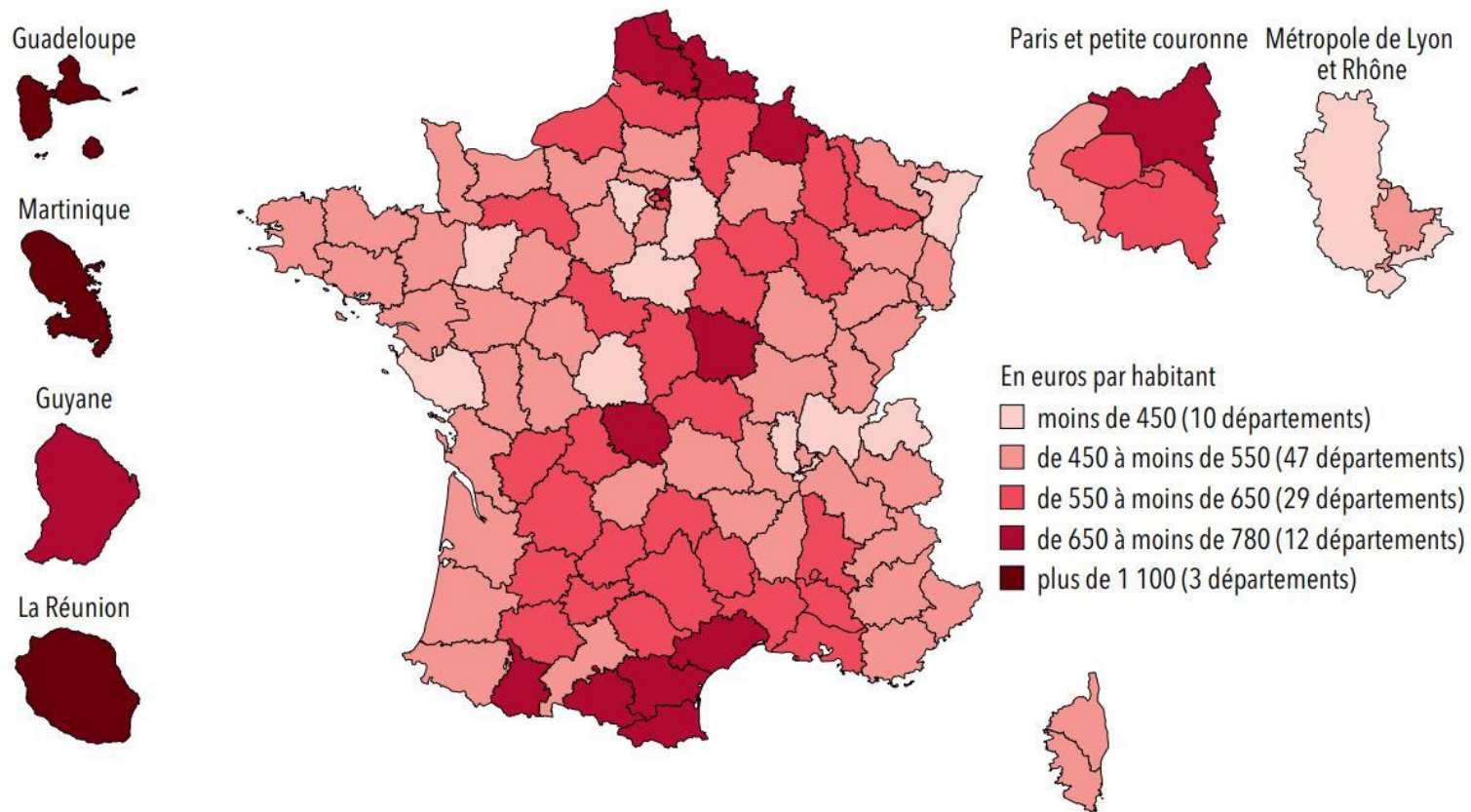


en Fr = pol d'aménagement territoire

Le revenu fiscal moyen 2018



Carte 3 Dépenses totales nettes d'aide sociale par habitant en 2016



Avec la crise, les dépenses sociales des départements explosent

L'observatoire de l'action sociale appelle à «renationaliser le RSA pour éviter l'asphyxie.

Par **Anne-Hélène Pommier**

Publié le 17/12/2020 à 18:18, mis à jour le 17/12/2020 à 18:18

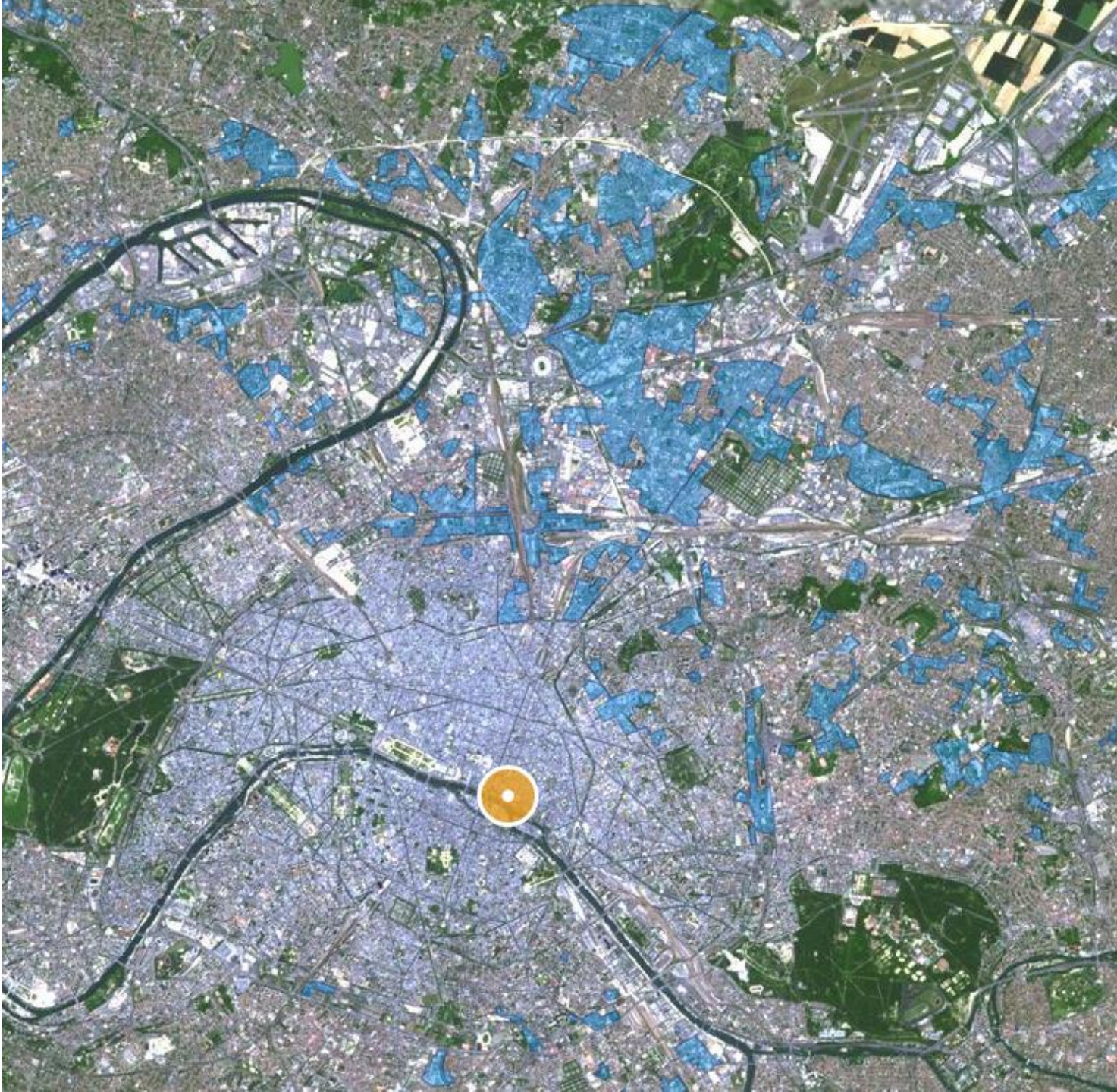


Le risque d'une asphyxie complète. C'est ce constat alarmiste qu'a dressé ce jeudi l'Observatoire départemental de l'action sociale (Odas). Et pour l'association, qui scrute depuis trente ans les finances locales, la seule solution efficace pour contrer leur dérive est la renationalisation du RSA.

Cet appel à revenir sur la loi de décentralisation de 2004 et le transfert aux départements du financement du revenu de solidarité active n'est pas nouveau pour l'Odas. Son fondateur et délégué général, Jean-Louis Sanchez, le réclame depuis quinze ans, jugeant *«impensable que des décisions prises au niveau national soient financées localement»*. *«Cela détourne les collectivités de leur métier qui est de mettre en place des politiques d'insertion»*, a-t-il une nouvelle fois asséné. Mais avec la crise sanitaire, dont l'organisme a estimé l'impact sur les budgets des départements, ce changement de paradigme est pour lui devenu encore plus impérieux.

En 2019 le versement d'allocations représentait 47% des dépenses sociales des collectivités.

251356244/AlcelVision - stock.adobe.com



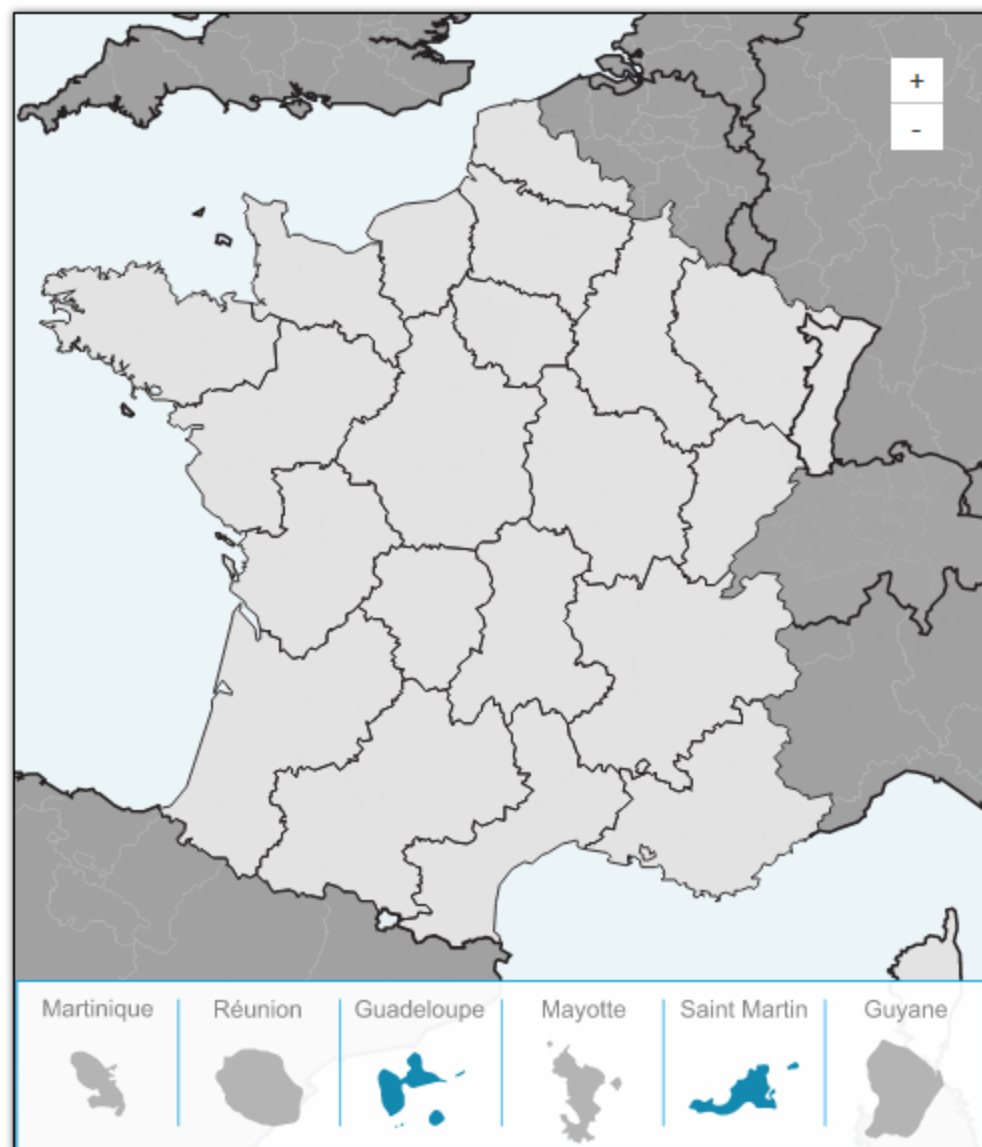
Politique d'aide ciblées et territorialisées = X accorder plus de moyens à des territoires zonés avec des réglementation spécifiques

Ex Quartier Prioritaire de la politique de la Ville (QPV)

= 40 % de la pop

Le principal critère pour le découpage des quartiers a été la [concentration en pauvreté](#) définie par l'[Insee](#) en comparant, depuis des données issues d'études effectuées sur un [carroyage](#) de 200 mètres³ ou par [IRIS](#)⁴, le revenu des habitants au revenu médian de référence⁵.

Une fois ce premier travail effectué à partir des chiffres sur la pauvreté, les commissions chargées du découpage échangeaient avec les élus locaux sur la cohérence du périmètre pour éventuellement l'ajuster. Les délimitations doivent être revues tous les six ans⁵,



Programme opérationnel FEDER-FSE- Guadeloupe et Saint-Martin Etat 2014-2020



Période de programmation : 2014-2020

Montant total : 273 202 651 €

Montant de la part UE : 203 800 000 €

Numérique et TIC, aide aux PME, climat, Environnement, transports, emploi, inclusion sociale, formation.

Prenez contact :

AUTORITÉ DE GESTION :

Préfecture de Guadeloupe

Palais d'Orléans rue Lardenoy 97109 BASSE TERRE CEDEX



Programme opérationnel FEDER-FSE- Guyane 2014-2020



[Voir plus de détails >](#)

Programme opérationnel FEDER-FSE- Mayotte 2014-2020



[Voir plus de détails >](#)

Programme opérationnel FEDER-FSE-IEJ- Guadeloupe 2014-2020





En Suède, dix ans après la disparition de l'ISF

Si la suppression de l'impôt sur la fortune ne fait plus polémique depuis longtemps en Suède, les économistes ont du mal à dire quel a pu être son impact sur l'économie du royaume, et encore moins sur la croissance du PIB suédois.

Par Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)

Publié le 07 octobre 2017 à 10h14 - Mis à jour le 07 octobre 2017 à 10h14 - Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Il a longtemps incarné l'argument phare des partisans d'une suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en Suède. En 1973, Ingvar Kamprad, le patron d'Ikea, fait ses valises et s'exile au Danemark, puis en Suisse, fuyant, clame-t-il, « *un impôt sur la fortune extrêmement gênant en Suède* ». L'homme le plus riche du pays n'y reviendra que vingt ans plus tard, arguant alors de la disparition de la taxe en 2007, pour justifier de son retour.

Les économistes, cependant, sont dubitatifs, car le patrimoine de l'octogénaire multimilliardaire a depuis longtemps été placé dans des fondations, grâce à de complexes montages financiers, lui permettant ainsi d'échapper largement à l'ISF. Ces mêmes chercheurs sont tout aussi incertains concernant l'impact de cette

Choix pol et aug des inégalités !!

LE 18/04/2019

Suède : son modèle social à l'épreuve

▶ ÉCOUTER (5 MIN)



À retrouver dans l'émission

LE REPORTAGE DE LA RÉDACTION par Annabelle Grelier



S'ABONNER



CONTACTER L'ÉMISSION

Largement réformé depuis les années 90, le modèle social suédois montre quelques faiblesses. Des pensions plus faibles qu'en France, une privatisation des services publics qui s'accélère. Forte d'une économie dynamique et d'un taux d'emploi élevé, la Suède reste une vitrine sociale en Europe.

Niveau de richesse / dével IDH Niveau d'inégalité / GINI	Fort	Moyen	Faible
Fort	EU 41	Am latine = Mexique 48 / Chili 47 / Brésil 51, Colombie 53 Venezuela 55 Maroc 40 Chine 42	Afrique du sud 63 Af australe : Namibie 61 Mozambique 54 Cameroun 46 Bolivie 42
Moyen	Europe du sud = Portugal, Espagne36 GB 33 Australie 31 Canada 32	Argentine 42 Russie 37	Inde 35
Faible	Pays de l'Europe du nord : Danemark 28 PB 29 Suède 29 (en hausse 26) Belgique 27 All 29 France 29 Japon	Egypte Algérie 27 Anc pays de l'est = Ukraine, Biélorussie (27) , Moldavie 26	Certains PMA / Autour de 35 = Mauritanie, Niger, Burkina Fasso Cambodge 31

- **Cl quel panorama des inégalités mondiales ?**